



NEMROD

Enjeux Contemporains de Défense et de Sécurité

Veille stratégique - Défense et Sécurité

SEMAINE DU 4 AU 10 MARS 2019

SOMMAIRE :

AFRIQUE	2
AMERIQUE - ETATS-UNIS	6
AMERIQUE LATINE	13
ASIE – PACIFIQUE	17
EUROPE.....	19
PROCHE & MOYEN ORIENT.....	23
RUSSIE.....	25



AFRIQUE

LIBYE : L'ANL ET LE GNA OFFICIALISENT LEUR RAPPROCHEMENT EN VUE D'ELECTIONS

Selon la Mission d'appui des Nations Unies en Libye (MANUL), un accord a été signé fin février entre le gouvernement d'union nationale (GNA) et l'armée de libération libyenne (ANL). C'est à Abou Dhabi qu'une double décision semble avoir été prise : mettre un terme à la période de « transition » qui n'a vu émerger aucune autorité légitime, et dans cette optique organiser des élections qui préserveront « la stabilité de la Libye » en « unifiant ses institutions ».

Jusque-là, les principaux opposants refusaient le dialogue, comme l'a prouvé le boycott par le maréchal Khalifa Haftar des négociations organisées par le gouvernement italien. Ce n'est pourtant pas la première annonce d'élections en Libye puisque le calendrier fixé en mai 2018 lors de la conférence de Paris devait faciliter le processus malgré l'absence d'accord de la part de l'ANL. Il a été abandonné lorsque Ghassan Salamé, émissaire de la MANUL, a annoncé son report suite aux violences qui continuaient d'embraser le pays.

Or, la situation a évolué ces dernières semaines, dans l'est surtout et dans le Fezzan où le maréchal a chassé les groupes rebelles et les foyers terroristes en reprenant la main sur les puits pétroliers (al-Sharara). L'ANL a obtenu le ralliement de tribus locales dans le sud-ouest et dispose d'un soutien financier et logistique de la part de la Russie (qui opère via la société militaire privée Wagner) et de la France, ainsi que des Émirats arabes unis. Ces derniers ont joué un rôle d'entremetteur privilégié lors des dernières négociations et sont un fidèle allié d'Haftar. Devant cette annonce inattendue, les observateurs s'interrogent sur la valeur de cet accord. Certes, il est officiel et consensuel, mais avant Abou Dhabi, Paris et Rome se sont déjà heurtés à l'instabilité de la politique libyenne. Cela démontre néanmoins l'hégémonie de l'ANL qui a su par ses prises de territoire (le GNA ne contrôle guère plus qu'un quart du territoire libyen) et sa mainmise sur les ressources pétrolières devenir un partenaire de dialogue incontournable pour le gouvernement d'union nationale.



ALGERIE : LA RUE CONTINUE A DEFIER LE POUVOIR

Les principales villes d'Algérie ont connu, ce vendredi 8 mars, une mobilisation inédite depuis le début de la contestation s'opposant au cinquième mandat d'Abdelaziz Bouteflika. Malgré l'optimisme de la population et de certains médias d'opposition, la réaction du « clan Bouteflika » sera déterminante pour la stabilité de notre voisin méditerranéen.

Alors que la Une du média *Tout Sur l'Algérie* estime que « la rue a tranché : le système Bouteflika est fini et la transition c'est maintenant », le quotidien *El Watan* annonce le chiffre d'un million de manifestants uniquement à Alger. Bien que ces titres reflètent l'état d'euphorie des rues algériennes, ces deux informations doivent être prises avec une extrême prudence. Non seulement l'absence de chiffres officiels ne permet pas de mettre en perspective ces données, mais la réaction du président (actuellement en Suisse pour des tests médicaux) et de son clan reste totalement incertaine.

Arrivé au pouvoir en 1999 dans une période politique marquée par de nombreuses violences, Abdelaziz Bouteflika s'est rapidement entouré de proches qui, malgré certaines défections mineures dans les rangs, lui restent loyaux. À côté de membre de sa famille, comme son cadet Saïd Bouteflika, l'actuel président a su obtenir le soutien de cadres de l'armée, des syndicats, ou encore du grand patronat. Il est difficilement envisageable que ce clan, uni derrière un homme pour la défense de leurs intérêts, se laisse dépouiller de leurs privilèges. Reste que cette équipe présidentielle ne dispose que d'une étroite marge de manœuvre : faire le choix d'un nouveau candidat capable de fédérer les mêmes soutiens, ou aller à la confrontation avec la rue. En l'absence de figure consensuelle pour la première option, le futur proche de l'Algérie semble totalement incertain.

RDC : UNE TRANSITION PACIFIQUE MAIS CONTESTEE

Le 24 janvier dernier, pour la première fois de son histoire, s'est déroulée en République démocratique du Congo une passation de pouvoir pacifique. Pays majeur d'Afrique centrale où les violences électorales sont fréquentes, celles qui ont eu lieu en décembre dernier en RDC ne sont pas exempt d'incidents.

C'est par un scrutin uninominal à un tour que M. Félix Tshisekedi candidat de la coalition « Cap pour le changement » (CACH) a été élu avec 38,57% des voix, devant la coalition d'opposition « Réveillez-vous » de Martin Fayulu (34,83%) et Emmanuel Ramazani Shadary (23,84%) ancien favori du président sortant Joseph Kabila. C'est précisément le soutien de ce dernier, au pouvoir depuis 2001 qui



constitue le point de fixation de la contestation.

Alternance du pouvoir selon le modèle russe Poutine-Medvedev ? C'est tout du moins ce que semble penser l'opposition qui voit dans l'élection un « putsch électoral ». Parmi elle, la conférence épiscopale nationale des évêques congolais (CENCO) donne des résultats électoraux bien différents, créditant M. Fayulu à plus de 62% des voix contre 16,93% pour M. Tshisekedi. L'union africaine (UA) alors sous l'égide du Rwanda et de son président Paul Kagame avait quant à elle émise de sérieux doutes sur la régularité de l'élection du 30 décembre tandis que le conseil constitutionnel congolais validait le résultat le 20 janvier dernier.

En dépit des protestations, le pouvoir peut se targuer du soutien de Cyril Ramaphosa et de l'Afrique du Sud. Cette puissance régionale, deuxième fournisseur de la RDC derrière la Chine et principal point de transit du Cobalt congolais est connu pour son hostilité à toute forme d'ingérences impérialistes. Membre non-permanent du conseil de sécurité de l'ONU, elle a à cet égard empêché la tenue d'une réunion le 4 janvier dernier sur les élections en RDC, voulu par la France.

La position française a quant à elle été pour le moins fluctuante. Si elle a contesté la conformité des élections par l'intermédiaire de son ministre des affaires étrangères Jean-Yves Le Drian, le président Emmanuel Macron n'en a pas moins félicité la transition pacifique du pouvoir dans une lettre au président Tshisekedi le 28 janvier dernier. Les deux hommes devraient se rencontrer le 14 mars prochain lors du *One Planet Summit*, un forum sur le climat qui se tiendra à Nairobi au Kenya, pour discuter notamment de la redynamisation des liens avec l'Union européenne, mais aussi de la levée des sanctions de l'UE à l'égard de certaines personnalités pro-Kabila.

L'ombre de l'ancien président ne demeure en effet jamais bien loin. À l'heure actuelle aucun gouvernement n'a encore été formé. C'est une coalition gouvernementale composée d'anciens partisans de Joseph Kabila du Front commun pour le Congo (FCC) et de partisans de Félix Tshisekedi qui a été décidée le 6 mars dernier. Malgré une passation de pouvoir relativement pacifique, la vérité des urnes demeure incertaine, et la communauté internationale peu prompte à en lever le doute.

SAHEL : LA FRANCE NEGOCIE LE RETOUR AU PAYS DES CLANDESTINS MALIENS

Que ce soit sous la présidence Hollande ou Macron, la justification de l'opération Barkhane au Sahel a toujours reposé sur deux idées force : réduire la menace



terroriste dans la région et endiguer les flux d'immigration illégale vers l'Europe en restaurant un environnement sécuritaire et en aidant au développement. À l'évidence, la France entend que ses efforts d'assistance aux États de la région ne restent pas lettre morte. Elle attend en particulier des engagements concrets sur l'immigration. Le gouvernement français cherche en effet à obtenir la signature d'« accords de réadmissions » avec les pays de départ.

Cette question migratoire était belle et bien au cœur des discussions à l'occasion de la visite fin février du Premier ministre Édouard Philippe et de la ministre des Armées, Florence Parly, au Mali. Un déplacement sous le signe de l'aide au développement et de la guerre contre le terrorisme, avec un troisième volet nettement moins mis en avant : la lutte contre l'immigration irrégulière. Plus discret au sein de la délégation française, Laurent Nuñez, secrétaire d'État auprès du ministre de l'Intérieur et ancien directeur de la DGSI, était également du voyage.

La problématique des « réadmissions » vers le Sahel, autrement dit des reconduites à la frontière, fait partie des priorités du ministère de l'Intérieur français. Dans un rapport commandé par Gérard Collomb et remis à son successeur Christophe Castaner, en octobre 2018, sont détaillées les mesures urgentes pour « rechercher une coopération renouvelée avec les pays d'origine et de transit ». Avec cinq autres pays, la Côte d'Ivoire, la Guinée, le Maroc, le Sénégal et la Tunisie, le Mali figure dans la liste des pays prioritaires et doit faire l'objet « d'un suivi attentif mensuel et d'une action bilatérale de haut niveau ». En ce qui concerne le Mali, le document préconisait de demander « à notre nouvel ambassadeur à Bamako de faire une démarche auprès des autorités maliennes, après l'élection présidentielle [d'août 2018], pour leur indiquer que la France souhaite améliorer les procédures en matière d'identification et de délivrance de LPC [laissez-passer consulaires] ». Concrètement, la France estime que le Mali ne délivre pas assez de LPC, et sans ce document officiel, qui reconnaît qu'un clandestin est bien de nationalité malienne, impossible de le reconduire à la frontière.

Si la France assure ne pas lier directement l'aide au développement à la question migratoire, il n'en demeure pas moins qu'elle entend exercer une pression significative sur les gouvernements de la région. En outre, la France dispose d'autres moyens pour inciter les six pays prioritaires à reprendre leurs immigrés clandestins. Plusieurs options sont sur la table des négociations, comme des régularisations pour les admissibles en échange d'un quota de réadmissions, mais aussi l'activation d'un lien réadmissions-visas, qui conditionnerait la délivrance de visas français pour les ressortissants de ces pays au nombre des réadmissions.



AMERIQUE - ETATS-UNIS

DEPLOIEMENT DU SYSTEME ABM *THAAD* EN ISRAËL

Lundi 4, des représentants du Pentagone et de l'armée israélienne ont annoncé le déploiement sur une base de la force aérienne israélienne, dans le sud du pays, d'une batterie anti-missile balistique longue portée *THAAD* (*Terminal High Altitude Area Defense*). Cette annonce témoigne de manière manifeste de l'inquiétude d'Israël et des Etats-Unis quant à la menace balistique que représente l'Iran. En effet, Israël dispose déjà d'un des systèmes de défense les plus avancés au monde, reposant sur trois couches allant de l'interception d'obus ou de roquettes simples (système Dôme d'acier) à celle de missiles balistiques (système *Arrow*) en passant par l'interception de roquettes longue portée et de missiles de croisière (système Fronde de David).

Ce déploiement a vocation à n'être que temporaire et, pour l'instant, le système *THAAD* ne sera pas intégré de manière permanente au bouclier antimissile israélien. Pour autant, il s'agit là d'un gage de soutien très fort envoyé par Washington à son allié israélien. Le Pentagone a également déclaré qu'il s'agissait d'une démonstration de la capacité de Washington de « répondre rapidement et de manière imprévisible à toute menace, en tout temps et en tout lieu ».

De fait, si ce déploiement est présenté par l'armée israélienne comme relevant d'un entraînement défensif sans lien avec les récents développements régionaux, il s'inscrit dans un contexte de tensions exacerbées entre Israël et l'Iran ainsi que le Hezbollah. Ainsi, les 21 et 22 janvier derniers, des frappes israéliennes avaient été conduites contre des cibles militaires iraniennes déployées en Syrie en représailles au tir d'un missile tiré des environs de Damas vers le nord d'Israël et attribué aux forces al-Qods iraniennes. Ce missile avait été intercepté par le système de défense israélien.

L'ARABIE SAOUDITE SIGNE AVEC *LOCKHEED MARTIN* POUR LE SYSTEME *THAAD*

Lockheed Martin s'est vu attribuer un contrat d'un montant de 946M\$ par l'Arabie saoudite. Il s'agit du premier paiement pour l'acquisition du système de défense anti-missile balistique longue portée *THAAD*, qui devrait coûter un total de près de 15Mds\$ au royaume dans le cadre d'un accord signé en octobre 2017.



VERS UNE AVANCEE MAJEURE DU PENTAGONE EN INTELLIGENCE ARTIFICIELLE ?

Dans un résumé de l'année 2018 concernant sa stratégie en matière d'intelligence artificielle (IA) appliquée aux affaires militaires, le département de la Défense donne la définition suivante de l'IA : « L'IA se réfère à la capacité de machines à reproduire des tâches qui demanderaient normalement une intelligence humaine, comme par exemple, (...) apprendre de ses expériences, tirer des conclusions, faire des prédictions ou accomplir une action. » A ce titre, la DARPA (*Defense Advanced Research Projects Agency*), agence du Pentagone en charge de la R&D dans les technologies innovantes à usage militaire, est en train de réaliser une percée majeure dans le domaine de l'intelligence artificielle au service de l'armée, en particulier dans l'apprentissage automatique par les machines et dans la conception d'une nouvelle méthode de cybersécurité permettant de déjouer plusieurs attaques simultanées.

Hava Siegelmann, professeur d'informatique spécialiste des domaines de l'intelligence artificielle et de l'apprentissage automatique, directrice des programmes d'IA à la *DARPA*, détaille et explique le programme « Lifelong Learning Machines » (*L2M*) : les machines actuelles n'étant pas encore aptes à savoir comment réagir dans des situations nouvelles, le but serait qu'elles apprennent en temps réel - apprentissage continu - c'est-à-dire qu'elles puissent appréhender les informations les plus difficiles à percevoir alors même qu'elles réalisent une analyse. Elle compare la machine à un nouveau-né qui apprend et s'adapte en permanence à ce qui l'entoure. Plus une machine est rapide pour traiter et absorber de nouvelles informations en les incorporant directement à sa base de données, plus elle peut s'entraîner à reconnaître et analyser de nouvelles informations.

Un autre programme est développé en parallèle du *L2M*, un programme concernant la prévention des cyberattaques. Ces attaques sont conçues pour tromper les intelligences artificielles en leur faisant prendre des décisions contraires à leur programmation. Ainsi le programme *GARD*, une nouvelle génération d'algorithme de défense, est conçu pour protéger les IA d'attaques qui voudraient les leurrer. La *DARPA* pense lancer le programme en décembre de cette année.



LA *DARPA* SIGNE UN CONTRAT DE RECHERCHE POUR UNE ARME HYPERSONIQUE

Un contrat de près de 63 millions de dollars a été signé entre l'entreprise *Raytheon* (spécialisée dans les systèmes de défense, d'électronique et dans l'aérospatiale) et la *DARPA* pour poursuivre la conception d'un planeur hypersonique. Les planeurs hypersoniques sont des armes pouvant dépasser la vitesse de Mach 5, c'est-à-dire une vitesse cinq fois plus rapide que celle du son. Le planeur est d'abord propulsé par une fusée pour atteindre une vitesse supérieure ou égale à Mach 5, puis la charge termine sa trajectoire jusqu'à la cible sans propulsion.

Le Pentagone investit dans l'amélioration de cette arme de haute technologie, dont il a fait une priorité, pour faire face aux avancées chinoises et russes en la matière. Le général Paul Selva, vice-chef d'état-major des armées américaines, annonçait en 2017, que bien que la Chine et la Russie aient pris de l'avance dans le développement des armes hypersoniques, les Etats-Unis étaient à même de tirer leur épingle du jeu.

L'année dernière, le président russe Vladimir Poutine se vantait du fait que son pays possédait des armes hypersoniques, dont des missiles susceptibles de mettre en péril et rendre inutiles les systèmes de défense ABM américains. C'est à la suite de ces propos que le directeur de la *DARPA*, Steven Walker avait annoncé que les Etats-Unis poursuivaient eux-mêmes un programme de développement d'armes hypersoniques pour rivaliser avec les armes chinoises et russes. En 2019, le budget demandé par la *DARPA* pour le développement de missiles hypersoniques est d'environ 256 millions de dollars, alors qu'en 2018 le montant s'élevait à 108 millions de dollars. L'argent est investi dans la conception de prototypes opérationnels et dans des essais de vols. Walker poursuit en précisant que la Chine possède plusieurs complexes militaires dédiés à la conception d'armes hypersoniques et que leur nombre dépasse celui des Américains. Pour Walker, la Chine a fait des armes hypersoniques une priorité nationale et les Etats-Unis doivent en faire de même.

COREE DU NORD : POINT DE SITUATION

Dans un nouvel effort en vue de faire progresser les négociations bilatérales sur la dénucléarisation de la péninsule coréenne, Washington a annoncé la suspension (à nouveau) des exercices bilatéraux majeurs qui se tiennent régulièrement au printemps. Ainsi, les exercices *Key Resolve* et *Foal Eagle* seront remplacés par des entraînements de moindre ampleur portant sur des missions précisément circonscrites, dénommés « Dong Maeng » (alliance) qui dureront du lundi 4 au



mardi 12 mars.

Commentant cette décision, le président Trump a démenti l'idée selon laquelle elle ferait suite à la rencontre entre le président américain et son homologue nord-coréen à Hanoi la semaine dernière, déclarant que le sujet des exercices bilatéraux n'avait pas été évoqué. Il justifie le choix de suspendre ces exercices par leur coût financier qu'il estime être trop élevé et n'être pas compensé. De leur côté, le secrétaire à la Défense Patrick Shanahan et son homologue sud-coréen Jeong Kyeong-doo ont publié une déclaration commune dans laquelle ils justifient l'adaptation des entraînements par la volonté de « réduire la tension et soutenir [leurs] efforts diplomatiques en vue de parvenir à une dénucléarisation complète et vérifiable de la péninsule coréenne. »

Ce qui apparaît cependant bien comme une nouvelle concession américaine contraste avec les analyses de plusieurs think-tanks majeurs, le *CSIS (Center for Strategic and International Studies)* et le programme *38 North* relevant du *Stimson Center*, et de l'agence de presse sud-coréenne *Yonhap* selon lesquels la Corée du Nord aurait repris des travaux de reconstruction d'infrastructures sur le site de lancement de satellites de Sohae situé à Tongchang-ri, site qu'elle avait commencé à démanteler ainsi qu'elle s'était engagée à le faire lors du premier sommet bilatéral de l'an dernier.

Pour autant, il convient de noter que ce site n'a jamais servi à des tirs de missiles balistiques intercontinentaux et que rien ne permettrait de conclure à l'imminence d'un test. Par ailleurs, les principaux sites nucléaires nord-coréens connus (réacteur de Yongbyon pour l'enrichissement du plutonium, et site d'essais de Punggye-ri) demeurent bien inactifs depuis le sommet de Sentosa. En revanche, le site de Sohae a servi à tester des moteurs de fusée et à lancer des satellites, ce qui a suffi à saborder certains précédents cycles de négociations.

De fait, l'équilibre atteint demeure fragile et Washington entend faire preuve de vigilance, comme en témoignent les propos du Conseiller à la Sécurité nationale John Bolton à la chaîne *Fox News*, selon lesquels, si Pyongyang ne renonce pas effectivement à son programme nucléaire, les sanctions économiques à son encontre ne seraient pas levées et pourraient même être durcies. Néanmoins, pour le moment, les déclarations du président Trump témoignent de l'optimisme que conserve le Président américain dans le processus de négociation engagé avec Pyongyang, même après avoir pris connaissance des informations sur le site de Sohae et l'absence d'engagement pris lors de la rencontre d'Hanoi.



VOL DE BOMBARDIERS *B-52* EN MER DE CHINE

Selon l'*US Pacific Air Force*, deux bombardiers stratégiques *B-52H Stratofortress* ont conduit une « mission de routine » en mer de Chine méridionale. L'un des deux aéronefs s'est entraîné avec des appareils japonais à proximité de l'archipel nippon et en coordination avec l'*US Navy*. Si ce genre de vol a lieu régulièrement, celui-ci prend place trois jours seulement après la visite du secrétaire d'Etat Mike Pompeo aux Philippines où il a réaffirmé l'engagement des Etats-Unis à s'assurer de l'ouverture de toutes les lignes de navigation en mer de Chine méridionale et à garantir que Pékin ne constitue pas une menace à la liberté de navigation dans les zones contestées.

SYRIE : MAINTIEN D'UN PETIT CONTINGENT AMERICAIN

Le président Trump a fait savoir qu'il était d'accord avec l'idée de laisser un petit contingent de forces américaines en Syrie. Ces propos viennent tempérer l'annonce, faite en décembre, d'un retrait intégral. En effet, depuis la fin de l'année dernière, les législateurs américains, dans un mouvement bipartisan, ont vivement critiqué cette décision. Elle a aussi participé à la démission de l'ancien Secrétaire à la Défense, James Mattis. Déjà le mois dernier, la Maison-Blanche avait précisé qu'environ 200 soldats resteraient en Syrie. Ce revirement de l'administration a été salué dans une lettre adressée au Président et signée par un groupe bipartisan du Congrès. Les législateurs estiment qu'une force de stabilisation est nécessaire pour empêcher le retour de Daech dans la région mais aussi pour dissuader une expansion de l'influence iranienne.

AUDITION DU GENERAL CURTIS SCAPARROTTI, COMMANDANT DU *US EUROPEAN COMMAND* ET COMMANDANT SUPREME DES FORCES ALLIEES EN EUROPE

D'après le général Curtis M. Scaparrotti, commandant du *US European Command* et commandant suprême des forces alliées en Europe (SACEUR), il n'y a actuellement pas assez de puissance de feu en Europe pour contrer la Russie. A quelques jours de la publication du projet de budget de la Défense pour l'année fiscale 2020, il a demandé au Congrès américain de déployer deux navires de combat supplémentaires sous son commandement (quatre destroyers de l'*US Navy* sont actuellement basés à Rota en Espagne) et a expliqué que des troupes supplémentaires seraient aussi nécessaires pour faire face aux efforts de modernisation de l'armée russe qui « érodent » l'avantage militaire jusqu'alors



détenu par les Etats-Unis. Pour lui, les commandements européens ont besoin de davantage d'hommes mais aussi de nouvelles infrastructures, de capacités cyber supplémentaires, d'une présence renforcée de la marine et de davantage de moyens de renseignement. Jim Inhofe, président du *Senate Armed Services Committee* a déclaré soutenir les efforts visant à contrer la Russie car pour lui, une apparente faiblesse ne peut que provoquer plus d'agression.

Au titre de sa position au sein de l'OTAN, il a aussi vivement encouragé la Turquie à ne pas acquérir le système de défense anti-missile russe *S-400* (incompatible avec les systèmes OTAN) tout en expliquant que si l'achat était effectué, les Etats-Unis ne devraient pas vendre leurs *F-35* à leur allié turc. En effet, l'utilisation conjointe des *F-35* et du système russe pourrait permettre à la Russie d'obtenir des informations technologiques sensibles sur l'aéronef. Or le *F-35* est un chasseur américain de cinquième génération, c'est-à-dire le fleuron technologique de l'*US Air Force*. La semaine dernière lors de la Conférence de Munich sur la sécurité, Mike Pence avait déjà prévenu la Turquie que les Etats-Unis ne pouvaient pas « assurer la défense de l'Ouest si leurs alliés devenaient dépendants de l'Est ».

Le général Scaparrotti s'est également exprimé sur l'aide militaire apportée par les Etats-Unis aux forces de Kiev. Il a rappelé que les Etats-Unis ont fourni à l'Ukraine des missiles antichar *Javelin* et souligné leur effet dissuasif à l'égard des unités blindées russes déployées dans le Donbass, tout en précisant que ces armes n'avaient, jusqu'ici, pas été utilisées. Il a également présenté le travail de formation des forces ukrainiennes réalisé par certaines unités de forces spéciales américaines. S'inquiétant de la montée en puissance de la marine russe et pointant a contrario la faiblesse de la marine ukrainienne, il a évoqué la possibilité de fournir des armes létales à cette dernière afin de prévenir un incident comme celui au cours duquel la Russie s'était, au niveau du détroit de Kertch, emparée de patrouilleurs ukrainiens après avoir ouvert le feu dessus.

POLOGNE: LES DRONES *MQ-9 REAPER* PLEINEMENT OPERATIONNELS

L'*US Air Force* a annoncé que les drones *MQ-9 Reaper* déployés sur la base polonaise de Miroslawiec étaient désormais pleinement opérationnels. Ces appareils effectuent des vols de reconnaissance non-armés depuis la Pologne à compter de mai dernier.



LE COMMANDANT D'AFRICOM MINIMISE LA MENACE TERRORISTE EN AFRIQUE POUR LES INTERETS DES ETATS-UNIS

La mission antiterroriste du Commandement des États-Unis pour l'Afrique (AFRICOM) fait face à des coupes dans ses budgets. Cela amène les législateurs à se demander quelle incidence réelle une réduction des moyens opérationnels aurait sur la sécurité des États-Unis face aux groupes terroristes comme Al-Qaida et les entités ayant fait allégeance à l'État islamique dans la région. D'après le commandant d'AFRICOM, Thomas D. Waldhauser, qui s'adressait à la Commission des forces armées de la Chambre des représentants des États-Unis, la menace directe aux intérêts fondamentaux américains reste faible. C'est l'une des raisons pour lesquelles le Département de la Défense a chargé AFRICOM d'optimiser l'organisation de ses forces et de supprimer ses missions jugées « inutiles ». Mais cela ne laisse pas d'interroger les pays partenaires sur la durabilité de l'engagement américain dans la région. La lutte contre le terrorisme sur l'ensemble du continent pourrait en être impactée. L'enjeu pour les États-Unis est alors d'arguer que la réduction des effectifs ne créera pas une situation désastreuse pour les États africains. Il n'en demeure pas moins que les réductions ont été initiées en grande partie sur une recommandation du Pentagone qui appelle à se concentrer sur des adversaires tels que la Chine et la Russie. Certains ont dit craindre que la rationalisation de la distribution des forces américaines en Afrique ne conduise à « céder » le continent à l'influence croissante de la Chine.

DONALD TRUMP : LES ALLIES DEVRAIENT PAYER POUR LES TROUPES AMERICAINES QU'ILS ACCUEILLEN

D'après un rapport de *Bloomberg News*, le président Trump voudrait que les alliés des États-Unis assument le coût des troupes américaines basées sur leur territoire mais aussi qu'ils payent une sorte de tarif pour le privilège qu'ils ont de les accueillir. Cette rumeur, si elle s'avère véridique, pourrait mettre à l'épreuve les relations déjà bien tendues entre les États-Unis et leurs alliés. Cette tension, notamment au sein de l'OTAN, vient beaucoup du fait que les États-Unis demandent des contributions financières accrues à leurs alliés (ce qui est justifié pour l'Otan). Par exemple, le mois dernier, la Corée du Sud a accepté de payer une part plus importante du coût de stationnement des troupes américaines dans le pays : Séoul verse désormais près d'un milliard de dollars en contrepartie de la présence américaine dans la région.



AMERIQUE LATINE

Brésil : Jair Bolsonaro rencontre les militaires dans un contexte de débat sur la réforme des retraites

Après avoir partagé sur Twitter une vidéo pornographique pour dénoncer l'immoralité supposée du carnaval, le président Bolsonaro fut raillé, moqué mais surtout s'est attaqué, aux yeux des brésiliens, à une tradition que tous, même ses partisans, respectent.

C'est dans ce contexte que le Président a dû défendre la réforme des retraites élaborée par Paul Guesdes, son ministre de l'Economie et des Finances. Grandement attendue par les marchés financiers qui ont soutenu son élection en janvier dernier, la réforme des retraites se place dans la volonté de réduire la place de l'Etat brésilien dans l'économie. Les retraites monopolisent aujourd'hui 2/3 des crédits budgétaires de l'Etat et 12% du PIB, à l'instar du Japon ou de l'Allemagne (comptant 20% de personnes ayant 65 ans et + dans la population). Pourtant, seulement 8,9% de la population brésilienne a plus de 65 ans. Le système de retraites permet à une personne ayant plus de 65 ans, qu'elle ait cotisée ou non - dans un régime où 40% de la population vit du secteur informel- de bénéficier d'une retraite équivalente au salaire minimum. Mesure efficace contre la précarité des plus âgés, ce régime favorisant les fonctionnaires -notamment les militaires- arrive à bout de souffle, en particulier quand l'écart entre le régime privé et public culmine à 67%.

Dans cette mesure, la réforme d'un système pesant lourdement sur les finances de l'Etat s'avérait nécessaire. Jair Bolsonaro a ainsi rencontré les militaires cette semaine dans le but de leur annoncer qu'ils ne seraient pas épargnés par la réforme, tout en assurant qu'ils garderaient un certain nombre de privilèges, sans évoquer lesquels. L'âge du départ à la retraite serait repoussé à 62 ans pour les femmes et 65 ans pour les hommes. La rencontre avec le corps militaire a été aussi l'occasion de présenter aux forces armées la volonté du gouvernement de leur confier de nouvelles missions. Par le biais d'un amendement constitutionnel, le gouvernement Bolsonaro voudrait pouvoir mobiliser plus facilement les militaires dans des missions de sécurité publique et de maintien de l'ordre - notamment les opérations dans les favelas.

Au cours de cette rencontre, le Président s'est de nouveau illustré par des propos étonnants, vite tempérés par le vice-président Hamilton Mourao. « La démocratie et la liberté n'existent que si les forces armées le veulent » a-t-il ainsi déclaré le chef de



l'Etat tandis que Hamilton Mourao s'est empressé de préciser dans la foulée que ce propos concernait des pays tels que le Venezuela et Cuba et entendait louer le rôle de l'armée dans le maintien de la démocratie et la poursuite de la liberté.

D'autres critiques ont émaillé les actions du Président brésilien, comme celles dénonçant la timidité avec laquelle il porterait la réforme. Quelques hésitations furent recensées, notamment une confusion sur l'âge du départ à la retraite des femmes. Ces hésitations renforcent aussi l'idée que la fin de l'idylle entre Bolsonaro et les marchés financiers serait amorcée. La bourse de Brasilia, en constante effervescence depuis janvier indique, par exemple, l'affaiblissement du réais à 3,87 après avoir progressé depuis janvier à 3,65. Enfin, la publication d'indicateurs économiques plus faibles que prévus, consacre le recul de l'entente entre les deux milieux. En l'occurrence, l'OCDE a publié des taux de croissance estimés à 1,9% pour 2019 contre une prévision de 2,1% en décembre dernier.

La réforme, pour être adoptée, devra réunir 3/5 des votes au Congrès. Chose difficile en raison de l'émiettement du Congrès : rappelons que seulement 11% des sièges sont étiquetés PSL (Parti Social Libéral au pouvoir) et que 10,3% reviennent au Parti des Travailleurs (parti de l'opposant Fernando Haddad, candidat aux dernières élections).

CRISE AU VENEZUELA : QUELQUES PERSPECTIVES

Depuis plusieurs mois, les médias internationaux évoquent les soubresauts presque quotidiens de la crise vénézuélienne. Le régime chaviste a été établi en 1999 par Hugo Chavez, tenant d'une idéologie socialiste s'inscrivant dans le cadre du bolivarisme révolutionnaire, notamment suite au *Caracazo* (série d'émeutes et manifestations contre le gouvernement Perez le 27 février 1989 se soldant par plusieurs centaines de morts) qui inaugure une ère de forte instabilité politique durant laquelle deux tentatives de coup d'Etat ont lieu, dont l'un à l'initiative d'Hugo Chavez. Si l'on fête cette année symboliquement les 20 ans du régime de Chavez et de son successeur Nicolas Maduro, le Venezuela connaît pourtant une crise dramatique.

En fin d'année dernière, Nicolas Maduro a été investi pour un second mandat de 6 ans. Ce prolongement de la présidence Maduro a accentué la crise sociale et politique alors même que Nicolas Maduro refuse de reconnaître la légitimité et les conséquences de la victoire de l'opposition aux élections législatives de 2015 et la tenue d'un référendum révocatoire à son encontre. A cette crise politique s'ajoute un volet économique, dû à l'effondrement des cours du pétrole qui représente quasiment la seule source de revenus du pays, déclenchant la chute du pouvoir d'achat et suscitant des pénuries alimentaires, dynamique renforcée par l'inflation



galopante du fait de la politique de contrôle des changes et de surévaluation massive de la devise nationale. En conséquence, une forte mobilisation sociale déstabilise le pays depuis plusieurs années, avec un pic en 2017.

Dans ce contexte, Juan Guaidó, président de l'Assemblée Nationale, s'est autoproclamé président par intérim et est aujourd'hui reconnu par 50 chancelleries étrangères en Amérique et en Europe. Il bénéficie du ralliement de quelques militaires, y compris des officiers, même si la grande majorité demeure fidèle au président Maduro (malgré la promesse d'amnistie faite par Guaidó), l'armée demeurant l'une des principales inconnues qui pourrait jouer un rôle majeur dans le dénouement possible de la crise. Il semble donc que la crise vénézuélienne soit arrivée à un point critique si l'on considère l'ensemble de la situation actuelle. Il est néanmoins difficile de définir aujourd'hui son évolution future, étant donné son caractère imprévisible.

A une échelle latino-américaine, la crise du régime bolivarien au Venezuela confirme le virage à droite du continent sud-américain déjà réalisé à travers l'ensemble des élections nationales en 2018. Des pays comme la Colombie, l'Équateur, le Brésil, le Chili, le Paraguay sont désormais gouvernés par la droite. Pourtant, certains gouvernements latino-américains maintiennent leur appui envers Nicolas Maduro. Le Nicaragua de Daniel Ortega, ex sandiniste des années 1980, demeure ferme dans son alliance avec Caracas étant donné la proximité idéologique des deux États. Le gouvernement nicaraguayen est dominé par la figure de Daniel Ortega issu de la révolution sandiniste de 1979. Ainsi, il s'agit également dans ce cas précis d'un régime de type socialiste qui se durcit face à la montée des difficultés nationales et du mécontentement populaire. Il est fort probable que la direction gouvernementale considère les événements vénézuéliens comme un prélude à sa propre chute.

Du côté nord-américain, on anticipe également déjà une crise analogue au Venezuela dans cette région. Les conséquences seraient importantes pour l'Amérique Centrale, les Caraïbes, le Mexique et les États-Unis eux-mêmes (en particulier en termes de flux de réfugiés). À Cuba, la rhétorique révolutionnaire héritée de 1959 et des Frères Castro se poursuit sous Miguel Díaz Bernal mais le changement de cap semble proche. L'évolution du régime socialiste révolutionnaire cubain est à suivre pour les prochaines années : libéralisation économique, ouverture politique, développement national, changement d'alliances, relations avec les États-Unis. Enfin, le régime d'Evo Morales en Bolivie est un allié de Nicolas Maduro étant donné leur proximité idéologique fondée sur l'anti-impérialisme et un discours relativement populiste de gauche.



Le Nicaragua, Cuba, la Bolivie et le Venezuela sont les derniers membres de l'Alliance Bolivarienne pour les Amériques (ALBA) association en faveur des mouvements révolutionnaires latino-américains.

MEXIQUE : EXERCICE CHIMALTLTALLI 2019

Le général Dagoberto Espinosa, sous-secrétaire à la Défense, a présidé l'inauguration de la rencontre internationale *Chimaltlalli 2019*. Du 4 au 7 mars 2019, les cadets du Collège militaire et de l'École navale vont rencontrer leurs homologues des académies militaires brésiliennes, canadiennes, salvadoriennes, nord-américaines, guatémaltèques, honduriennes et vénézuéliennes. Cet exercice international s'est converti en rendez-vous entre les forces armées mexicaines et les délégations militaires invitées. S'inspirant des traditions aztèques nationales, les épreuves mettent en avant les capacités de leadership, de travail d'équipe, d'agilité, d'intuition et de force.

NICARAGUA : ACQUISITION DE DEUX NOUVEAUX PATROUILLEURS

La Force Navale du Nicaragua (FNN) a incorporé deux nouveaux patrouilleurs de classe *Stan Patrol 4207* baptisés *Soberania I* et *Soberania II*. Cette acquisition fait suite à l'entrée dans la souveraineté nationale des territoires maritimes accordés par la Cour Internationale de La Haye aux dépens de la Colombie qui ne reconnaît pas le nouveau statu quo. Ils ont été acquis auprès de la Garde-Côtière jamaïcaine et modifiés par *Damen Shipyard Group* aux Pays Bas pour un montant de 13 millions de dollars.

PEROU : LA FORCE AERIENNE RECOURT A UN CONSEILLER STRATEGIQUE RUSSE

L'Aviation militaire du Pérou a contracté les services d'un conseiller stratégique russe, Ivan Dolog. Le contrat a été signé pour un montant de 30 222 dollars et une durée de 12 mois. Les missions assignées au conseiller russe seront le calibrage et la réparation des systèmes de communication ainsi que le conseil auprès du Centre de Maintenance Aéronautique de l'Armée (*Cemae*). Le conseiller devra être disponible pour se rendre dans les différentes régions du Pérou en fonction des nécessités de l'armée.



ASIE – PACIFIQUE

PENINSULE COREENNE : SEOUL ET WASHINGTON ANNONCENT LA FIN DES EXERCICES MILITAIRES CONJOINTS ET REPRISE DES ACTIVITES SUR UN SITE DE LANCEMENT BALISTIQUE EN COREE DU NORD

Dimanche 3 mars 2019, le ministère de la Défense de Corée du Sud a annoncé que le Président Moon Jae-in et le Président Donald Trump s'étaient accordés sur l'arrêt des exercices « Key Resolve » et « Foal Eagle » menés conjointement par les forces américaines et sud-coréennes chaque année. Cet hiver, il avait déjà été décidé par Séoul et Washington que les exercices seraient suspendus en vue de prouver leur bonne foi dans le processus de réconciliation avec Pyongyang. Cette même semaine, l'analyse d'images satellites par deux think tanks américains a permis d'identifier la reprise d'activités sur le site de lancement balistique de Sohae en Corée du Nord après un arrêt de près de 6 mois (août 2018). En faisant le choix de relancer ce site de second rang, Pyongyang montre aux États-Unis par un signal pondéré mais symbolique qu'il serait temps de mettre fin aux sanctions internationales.

INDE/PAKISTAN : ISLAMAD LIBERE LE PILOTE INDIEN ET ARRETE 44 EXTREMISTES

Ce 5 mars 2019, le Pakistan a annoncé avoir procédé à l'arrestation de 44 extrémistes du groupe Jaish-e-Mohammad (JeM). Ces personnes sont présumées coupables de l'attentat survenu le 14 février dernier dans le Cachemire indien. Parmi ceux-ci, figure Abdul Rauf, jeune frère du chef du JeM Masood Azhar. Le 1er mars dernier, Islamabad a en outre libéré le pilote indien fait prisonnier à l'issue du raid aérien indien contre les camps de JeM situés sur le territoire pakistanais. Ces gestes de rapprochement devraient permettre d'apaiser les relations avec l'Inde qui traverse une période cruciale, à savoir celle de sa campagne électorale avant les élections générales qui devraient se tenir entre avril et mai prochain. De l'autre côté de la frontière, en Inde, l'armée de l'air a remis un rapport au gouvernement concernant la mission menée le 26 février dernier contre les camps de JeM au Pakistan. Cette attaque menée grâce à des Mirage équipés de missiles israéliens Spice 2000 aurait permis de neutraliser une trentaine de membres de l'organisation terroriste.



CHINE/JAPON : UN DESTROYER JAPONAIS VA EFFECTUER UNE VISITE EN CHINE, UNE PREMIERE EN 7 ANS

Le ministre de la Défense japonais Takeshi Iwaya a annoncé cette semaine qu'un destroyer de la force maritime d'autodéfense japonaise se rendra à Qingdao le mois prochain pour participer à une revue internationale de la flotte marquant l'anniversaire des 70 ans de la fondation de la Marine chinoise. Il s'agira de la première visite d'un navire japonais en Chine depuis sept ans. L'initiative s'inscrit dans la continuité de la visite officielle de Shinzo Abe à Pékin, en octobre dernier, où a été annoncée une série d'initiatives, notamment la tenue de discussions bilatérales sur les questions de défense. L'amélioration des échanges entre le Japon et la Chine semble donc se poursuivre et laisse envisager une évolution de la relation bilatérale marquée par diverses tensions depuis 2012 après que le gouvernement japonais a décidé de nationaliser les îles Senkaku revendiquées par la Chine en mer de Chine orientale.

COREE DU NORD : PAS DE PROGRES DES DROITS DE L'HOMME

Le rapporteur spécial de l'ONU sur les droits de l'homme en Corée du Nord Tomas Ojea Quintana prévient dans son dernier rapport que la récente diplomatie d'ouverture menée par Pyongyang n'a aucun effet sur les droits de l'homme au sein du pays. Selon ses sources les camps d'emprisonnement politiques, où la torture et les violences sexuelles sont systématiques, demeurent inchangés. L'enquête menée en 2014 par une commission de l'ONU, la première à s'être penchée aussi près sur la question sans avoir toutefois pu se rendre sur place, avait déterminé qu'entre 80 000 et 120 000 personnes étaient emprisonnées dans ces camps, le rapport soulignant par ailleurs que dans de nombreux cas, les diverses violations des droits de l'homme qui s'y tenaient constituaient des crimes contre l'humanité. Tomas Ojea Quintana a également appelé à alléger les sanctions visant la Corée du Nord en indiquant que celles-ci avaient significativement perturbé l'aide humanitaire alors que 41% de la population nord-coréenne manque de nourriture.



EUROPE

LES ENJEUX DE DEFENSE DANS LA LETTRE D'EMMANUEL MACRON POUR UNE RENAISSANCE EUROPEENNE

Dans une lettre publiée le 4 mars et traduites en 24 langues, le président de la République française a émis de nouvelles propositions, alors que l'échiquier politique européen, aussi bien miné par les dissensions entre le PPE et le Fidesz hongrois qu'entre le PSE et le parti socialiste roumain, semble pour le moins incertain.

Dans un tel contexte, le président de la République a proposé la création d'une Agence européenne de protection des démocraties qui "fournira des experts européens à chaque Etat membre pour protéger son processus électoral contre les cyberattaques et les manipulations". Cette proposition est intéressante à deux titres : premièrement, elle appelle à une prise en main au niveau européen des stratégies de guerre informationnelle, et deuxièmement elle semble promouvoir contre elles une réponse non militaire. Le projet demeure toutefois imprécis, et une telle agence, si elle n'était pas dotée de moyens conséquents, pourrait difficilement dépasser un rôle ténu de conseil.

En matière de sécurité intérieure, le président français a proposé la création d'une police des frontières commune et d'un office européen de l'asile, placés sous l'autorité d'un conseil européen de sécurité intérieure. Il existait jusqu'à ce jour une stratégie européenne de sécurité intérieure, adoptée en février 2010 qui précisait notamment les attributions d'Eurojust, de Frontex et d'Europol ; ces agences européennes ne sont toutefois pas actuellement coordonnées par un organe chargé de la sécurité intérieure.

En matière de défense, le président français est revenu sur la nécessité d'augmenter les dépenses militaires, et a émis le souhait que la clause de défense mutuelle, prévue à l'article 42.7 du traité de Lisbonne, soit rendue opérationnelle. Cet article, qui prévoit une clause de réassurance sur le modèle de l'article 5 de la Charte de l'Atlantique, avait notamment été introduit à l'instigation de la Grèce, pour se protéger contre la Turquie : cette dernière était en effet membre de l'OTAN mais non de l'Union.

Le fait que la France invoque cet article semble signer la volonté de créer une réassurance européenne, qui s'émanciperait de la réassurance otanienne. Sans doute cette mesure serait-elle difficile à mettre en place, tant que l'article 5 de l'OTAN



demeure actif, et tant que les Etats européens sont divisés sur le contenu qu'ils donnent à leur défense commune.

Enfin, le Président français n'a pas oublié l'allié d'Outre-Manche: il préconise la création d'un conseil de sécurité européen associant le Royaume-Uni pour préparer les décisions collectives. Ce faisant, il plaide, en matière de défense européenne, pour un multilatéralisme qui ne se réduirait pas aux seuls Etats membres de l'Union. Le fait d'associer le Royaume-Uni, soutien inconditionnel de l'OTAN, semble par ailleurs faire sourdre l'attachement du Président français à l'Alliance Atlantique, malgré ses initiatives pour approfondir la défense de l'Europe par les Européens.

SURVEILLANCE MARITIME ET AERIENNE ACCRUE EN MER DU JAPON DANS LA LUTTE CONTRE LE CONTOURNEMENT DES SANCTIONS PAR LA COREE DU NORD

L'état-major des armées (EMA) a annoncé, dans le point de situation des opérations publié le 7 mars, le déploiement au printemps d'un Falcon 200 Guardian ainsi que de la frégate Vendémiaire. Un officier de liaison française embarquera également à bord du navire américain Blue Ridge.

Par la mise à disposition de ces moyens humains et matériels, la France confirme sa participation à la coopération interalliée qui a pour but de lutter contre le contournement des sanctions du Conseil de Sécurité des Nations Unies par la Corée du Nord. Le 22 décembre 2017, le Conseil de Sécurité a adopté à l'unanimité des restrictions aux importations de pétrole, afin de contrecarrer le programme nucléaire de Pyongyang. Cependant, des navires chinois et nord-coréens sont suspectés de contourner illégalement ces sanctions.

L'état-major des armées (EMA) précise que la mobilisation de la frégate et du Falcon 200 Guardian témoignent : "de la volonté française de faire appliquer le droit international en lien avec ses autres partenaires impliqués, dont le Japon, et les USA." La ministre des Armées, Florence Parly, et son homologue japonais, avaient confirmé la nécessité de cette coopération pour la région Indo-Pacifique, le 11 janvier 2019 à Brest lors de la réunion "2+2 ministériel".



L'ALLEMAGNE PROLONGE SON EMBARGO SUR LES VENTES D'ARMES A L'ARABIE SAOUDITE

Le gouvernement allemand a décidé le 6 mars de prolonger leur embargo sur les ventes d'armes à l'Arabie saoudite qui devait arriver à son terme le 9 mars dernier. Compte tenu de la situation au Yémen, il a été décidé de le prolonger jusque fin mars. L'embargo avait été décidé le 22 octobre 2018 suite au meurtre du journaliste Jamal Khashoggi le 2 octobre 2018 au sein du consulat saoudien en Turquie.

La décision allemande est lourde de conséquences en matière industrielle. BAE Systems est touché au premier chef : le constructeur de l'Eurofighter utilise près de 30 % de composants allemands pour son chasseur. Or, des négociations avec le gouvernement saoudien sont en cours pour la vente de 48 exemplaires du chasseur européen. Certains industriels songent désormais à remplacer leurs fournisseurs. Airbus procède a déjà annoncé, en février dernier, le changement des 4 % de pièces allemandes du C295 afin de pouvoir continuer à l'exporter en Arabie Saoudite.

Cet embargo est source de tensions, particulièrement entre Londres et Berlin. Jeremy Hunt, le chef de la diplomatie britannique, a évoqué en février dernier le « manque de loyauté » de l'Allemagne dans une lettre à son homologue d'outre Rhin. BAE Systems pourrait effet avoir à régler des indemnités à l'Arabie Saoudite, et l'embargo pénalise l'implantation industrielle britannique à Riyad. Plus généralement, la décision allemande inquiète les tenants d'une Europe de la défense et interpelle dans la perspective des programmes d'armement conjoint comme le Système de combat aérien du futur [SCAF].

UKRAINE - OTAN : LE COMMANDEMENT SUPREME DES FORCES ALLIEES EN EUROPE VEUT CONTRIBUER AU RENFORCEMENT DE LA DEFENSE DE L'UKRAINE

Le 5 mars, lors d'une audition devant le comité des forces armées du Sénat des Etats-Unis, le général Curtis M. Scaparrotti, commandant suprême des forces alliées en Europe (SACEUR) depuis le 4 mai 2016, a dénoncé l'attitude agressive de la Russie envers l'Ukraine, et particulièrement « l'usage injustifié de la force [par la Russie] contre les navires ukrainiens et leurs équipages dans la Mer noire ».

Selon le général américain, « la Russie a envahi l'Ukraine, occupé la Crimée, initié des cyberattaques contre les états baltes et l'Ukraine, interféré dans les élections américaines et d'autres pays occidentaux et attaqué des navires ukrainiens (...) en mer d'Asov ». Ces attaques répétées tendent à démontrer le « mépris de la Russie



pour la souveraineté nationale et l'intégrité territoriale de l'Ukraine ». Face à cela, et alors que « l'Ukraine cherche à s'associer plus étroitement avec les Etats-Unis, l'Otan et l'Union européenne », Curtis M. Scaparrotti a fait état de sa volonté de contribuer au renforcement de la défense de l'Ukraine, en fournissant par exemple « d'autres systèmes, des fusils de précision, des munitions » à son armée (en mars 2018, les Etats-Unis avaient déjà vendu environ 210 missiles anti-char Javelin à l'Ukraine, afin de renforcer ses capacités de défense). Comme le rapporte le site Opex360, le général américain a de surcroît précisé qu' « il faudra peut-être aussi penser au détroit de Kerch et envisager peut-être aussi la défense navale à l'avenir ».



PROCHE & MOYEN ORIENT

TURQUIE: LA COOPERATION AVEC LA RUSSIE EN QUESTIONS

Le vendredi 8 mars a été l'occasion pour les forces navales russes et turques de mener des exercices communs dans la mer noire, dans le cadre de l'opération d'exercice intitulée "patrie bleue" (*mavi vatan*). Les exercices ont été menés par un patrouilleur lance-missile russe de la classe Vassily Bykov, ainsi qu'un navire de guerre des mines Valentin Pikul.

La coopération s'est non seulement déroulée sur mer, mais aussi sur terre et sur le plan diplomatique. En effet, la coopération autour d'Idlib se serait enfin concrétisée, et les troupes terrestres auraient enfin lancé leurs patrouilles. Les troupes turques sont chargées des abords de la ville, tandis que les troupes russes devraient patrouiller dans la zone démilitarisée elle-même. L'accord sur la zone d'Idlib, conclu en septembre dernier, servait à établir une zone de sécurité.

Sur le plan diplomatique enfin, le président de la République de Turquie, Recep Tayyip Erdoğan, a confirmé son attachement indéfectible au système russe S-400, malgré les menaces répétées de sanctions de la part des Américains. En effet, le ministre de la défense turque Akar joue la carte du *modus vivendi*, impliquant que l'achat des S-400 pouvait ne pas interférer dans le bon fonctionnement interopératif de l'OTAN.

ISRAËL: UNE BASE NAVALE DU HAMAS FRAPPEE SUR FOND D'AFFRONTEMENTS FRONTALIERS

L'armée israélienne a déclaré le jeudi 7 mars avoir frappé une base navale du Hamas. Ce raid aérien s'inscrit dans la série d'affrontements entre des militants palestiniens et l'armée israélienne le long de la frontière de la bande de Gaza. L'armée israélienne a répondu aux tirs de projectiles et envois de ballons incendiaires des émeutiers par des frappes aériennes et via les contre-mesures du système Dôme de Fer. Plusieurs installations militaires, dont cette base navale, auraient donc été prises pour cibles en représailles par l'aviation israélienne.

Cet événement rappelle que l'organisation palestinienne dispose aussi d'une dimension navale, notamment pour forcer le blocus que subissent les territoires palestiniens et s'attaquer aux intérêts israéliens en pleine mer. Des commandos



navals sont aussi employés par le Hamas pour palier à la destruction de ses tunnels terrestres d'infiltration en territoire israélien. Le récent exercice d'attaque sur une plateforme pétrolière organisé par la marine israélienne en janvier dernier, souligne bien qu'une telle menace est redoutée par l'état-major, qui cherche à parer à toute éventualité. La question sensible de la préparation de l'armée israélienne à une nouvelle guerre est, en effet, une problématique régulièrement soulevée.

LES ETATS-UNIS DEPLACENT LEURS ARMES D'IRAK VERS LA SYRIE

D'après *Al-Monitor*, le Pentagone aurait transféré des armes et des véhicules d'une valeur de plusieurs millions de dollars d'Irak à la Syrie au cours du second semestre 2018. Dans une série de notifications au Congrès, le département de la Défense a déclaré qu'il avait déterminé qu'une grande quantité de fournitures achetées par le Pentagone pour l'armée irakienne irait plutôt aux Forces démocratiques syriennes (SDF) dominées par les Kurdes. La dernière notification de reprogrammation a été envoyée 12 jours après que le président Donald Trump ait annoncé sa décision de retirer les troupes américaines de la Syrie.

Les équipements comprendraient près de 50 Humvees, 20 véhicules résistants aux mines, et près de 700 armes antichars légères. Le Pentagone a également approuvé le transfert de plus de 2 400 obus de mortier, de 25 rouleaux de mines et de dizaines de charges utilisées pour détruire des mines et autres explosifs. Ce matériel doit aider les SDF à mieux combattre Daech qui a renforcé ses défenses urbaines avec des voitures piégées et autres engins explosifs improvisés.

L'EGYPTE DISCUTE DES ELECTIONS EN LIBYE AVEC L'ALGERIE ET LA TUNISIE

Les ministres des Affaires étrangères égyptien, tunisien et algérien se sont rencontrés mardi 5 mars au Caire pour discuter de la Libye et de la nécessité de tenir des élections afin de stabiliser le pays divisé. Les ministres ont également évoqué les efforts visant à unifier les institutions de l'État libyen, y compris son armée. Cette réunion intervient après que le gouvernement libyen, reconnu à l'échelle internationale à Tripoli, et le "gouvernement de Tobrouk" proche du maréchal Khalifa Hifter, se soient mis d'accord pour organiser des élections. Le Premier ministre Fayez al-Sarraj du gouvernement soutenu par l'ONU a annoncé que des élections auraient lieu à la fin de l'année.



RUSSIE

UKRAINE : PETRO POROCHENKO MIS EN DIFFICULTE PAR UN SCANDALE DE CORRUPTION

Alors que le président ukrainien Petro Porochenko avait fait de la lutte anti-corruption son principal combat, à moins d'un mois des élections présidentielles, ce dernier se retrouve éclaboussé par un scandale concernant un trafic d'équipements militaires.

L'affaire, qui a été révélée par un collectif de journalistes d'investigation, concerne le fils d'Oleg Gladkovski, proche de Porochenko et secrétaire adjoint du Conseil national de sécurité et de défense. Son fils est soupçonné d'avoir organisé le détournement de fonds publics de l'Ukraine en guerre grâce à des appuis « au plus haut niveau », ainsi que d'avoir importé illégalement de l'équipement militaire russe de seconde main pour le revendre comme neuf au ministère de la Défense. En outre, Oleg Gladkovski était déjà soupçonné de conflits d'intérêts, ce dernier étant propriétaire d'une société de construction ayant bénéficié de contrats d'approvisionnement avec l'armée.

Alors que Porochenko prépare sa campagne en vue des présidentielles, et que ce dernier avait promis de « couper les mains » de ceux qui s'enrichissent aux dépens de l'armée, l'affaire a pris une grande ampleur à travers le pays. Des groupes de nationalistes ukrainiens ont appelé à manifester à Kiev le samedi 9 mars pour demander l'ouverture d'une enquête sur ce scandale.

La présidence, dont il est difficile de savoir si elle était au courant, a aussitôt exigé la mise à pied d'Oleg Gladkovski. Petro Porochenko a par ailleurs affirmé qu'une enquête « honnête, impartiale et objective » serait ouverte. Le président, dont les manquements en termes de lutte anti-corruption constituent son principal échec, se retrouve dans une position difficile, déjà affaibli par la récente polémique quant à l'annulation d'une loi anti-corruption par la Cour Constitutionnelle.

En effet, le 26 février dernier, la Cour constitutionnelle du pays a invalidé un article du Code pénal qui faisait de l'enrichissement illégal d'officiels un crime passible de dix ans de prison. Pour les juges, la loi contrevenait au principe de présomption d'innocence. La décision a ébranlé la société civile et a valu à l'Ukraine les critiques du G7 et de la Banque Mondiale. Les pays Européens avaient fait pression sur la présidence ukrainienne en 2015 pour exiger l'adoption d'une telle disposition, faute de quoi ces derniers annuleraient les visas Schengen de court terme pour les



Ukrainiens et interrompraient l'aide financière du Fonds monétaire international. La société civile ukrainienne craint donc que la décision de la Cour Constitutionnelle n'entrave le rapprochement entamé avec l'Union Européenne.

Si Porochenko n'est pas directement impliqué, ce scandale réjouit d'ores et déjà ses opposants, qui accusent régulièrement le président de couvrir les actes de corruption de ses proches. Ioulia Timochenko, en lice pour la présidence, a initié au Parlement une procédure de destitution du Président pour « haute trahison ».

ARCTIQUE : LA RUSSIE CONFIRME LA CONSTRUCTION D'UN BRISE-GLACE GEANT A PROPULSION NUCLEAIRE

En 2018, le Kremlin avait annoncé sa volonté de voir le trafic de la route du Nord atteindre 80 millions de tonnes par an ainsi que de garder la voie navigable praticable toute l'année à l'horizon 2023-2025. L'exploitation de cette route, notamment utilisée pour le transport de GNL (gaz naturel liquéfié) en provenance de la zone de Yamal, est dépendante de la puissance des brises-glaces. Or les moyens actuels russes ne suffisent pas à assurer l'exploitation permanente de la route.

Ainsi, le 8 mars, le Kremlin a confirmé le lancement du projet Leader visant à la construction d'un brise-glace de très forte capacité, mesurant près de 300 mètres de long pour 50 de large, avec une propulsion nucléaire de 120 MW. Cet engin sera capable de croiser à 12 noeuds et de franchir des glaces épaisses de 4 mètres. Soutenu par Rosneft, Rosneftgaz et Gazprombank, le projet de construction sera réalisé dans l'est de la Russie sur le chantier Zvesda de Bolshoi Kamen.

En outre, deux brises-glaces nucléaires supplémentaires similaires au modèle Sibir, Arktika et Ural actuellement en construction chez Baltic Shipyard à Saint-Petersbourg pourraient être commandés.

Parallèlement à ces acquisitions, la Russie fixe ses propres règles maritimes en Arctique. Le Kremlin exige désormais d'être informé 45 jours à l'avance des voyages par la voie maritime qui longe l'Arctique russe par le Nord. Ce passage permet de relier l'Atlantique au Pacifique, en longeant la Sibérie. Il est devenu plus praticable ces dernières années en raison de la fonte des glaces. En outre, les navires étrangers doivent embarquer un pilote russe lors de leur navigation dans l'Arctique. Les navires refusant de respecter ces règles pourraient être arrêtés ou se voir refuser l'accès. Ses nouvelles règles imposées par Moscou ont été révélées il y a quelques jours par le quotidien Izvestia.



La région, hautement stratégique pour la Russie, aussi bien d'un point de vue militaire qu'économique, est devenue une zone de développement prioritaire pour le Kremlin. En raison du réchauffement climatique, les ressources de la région devraient être davantage exploitables dans les années à venir.

LA TURQUIE DOIT-ELLE RENONCER AUX SYSTEMES RUSSES DE DEFENSE AERIENNE S-400?

En juin dernier, la Turquie se dotait d'avions F-35A américains. Les appareils de combat n'ont cependant pas eu l'autorisation de quitter le territoire états-unien. La cause? L'achat par la Turquie de système de défense aérienne S-400 à la Russie, qui sont incompatibles avec les systèmes de défense otaniens. L'OTAN et Washington craignent en effet que les Russes puissent avoir accès à des informations confidentielles sur les F35, justement conçus pour parer ce genre de système de défense aérienne. Le Président turc Recep Tayyip Erdogan a refusé de renoncer aux S-400, malgré la proposition de Washington de lui céder des systèmes américains Patriot PAC-3. Le 6 mars dernier, M. Erdogan a martelé lors d'une conférence de presse qu'il ne reviendrait pas sur cette décision. Ce choix devrait bloquer la livraison de 100 F-35A à la Turquie cette année et affecter les relations militaires entre les deux pays malgré le fait que celle-ci soit membre de l'OTAN depuis 1952. Par ailleurs, depuis lundi 4 mars, en conséquence, Washington a décidé de mettre un terme aux accords préférentiels commerciaux passés avec la Turquie. L'Inde est aussi touchée par cette sanction pour la même raison, c'est à dire l'acquisition de systèmes d'armement russes.

LE QATAR REFLECHIT A SE DOTER DE SYSTEMES RUSSES DE DEFENSE AERIENNE S-400

Le ministre des affaires étrangères russe Sergueï Lavrov et le Cheikh Mohammed ont confirmé que des négociations étaient en cours entre la Russie et le Qatar pour acquérir des systèmes de défense aérienne S-400 russes. D'après l'AFP, le roi Salmane d'Arabie Saoudite aurait écrit au Président français Emmanuel Macron pour lui faire part de son inquiétude concernant la possible acquisition de S-400 par le Qatar. Cheikh Mohammed a affirmé que que la décision du Qatar était souveraine et que l'Arabie Saoudite n'avait pas le droit de regard sur l'achat potentiel de S-400 par Doha. Doha et Riyad ont rompu tout lien en juin 2017, puisque l'Arabie Saoudite accuse le Qatar de soutenir des groupuscules islamiques menaçant la sécurité du royaume saoudien.



NOTRE EQUIPE :

AMERIQUE : Xavier Marié, Simon Roche, Boris Delagenière, Thomas Péan, Adeline Afonso, Clémence Cassé

AFRIQUE : Jean Galvé, William Lenfant, Sabil Zeroual, Amélie Dugast, Camille De La Rochère

ASIE - PACIFIQUE : Mathilde Tison, François-Xavier Le Quintrec, Gauthier Birkui, Aurélien Debièvre, Vincent Bernard-Lafoucrière

EUROPE : Cyrille Bricout, Solène Moitry, Christophe Goldman, Sara Valeri, Maxime Tamburello, Benjamin Helman, François Gaüzère-Mazauric, Paul Marion

PROCHE ET MOYEN ORIENT : Tanguy Sirot, Luc Vincent, Naël Madi, Côme Allard de Grandmaison, Simon Troadec

RUSSIE : Justine Gadon-Ferreira, Suzanne Kaltenbach, Lucille Laurent, Anne Maurin, Youri Desvigne

Direction éditoriale newsletter : Justine Gadon-Ferreira, Christophe Granata Goldman, François Gaüzère-Mazauric, Boris Delagenière